

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (K.Marx)

Non à L'Austérité de L'UE Non à L'Austérité de L'UE STORINGEOULEMENT DE L'UE Ocracy AUSTERITY Vatisation



Peuples d'Europe : Levez-vous! P.3

Aussi dans ce numéro	Services publics : Non à la libéralisation-privatisation!.p.10
Edito: Des négociations institutionnelles à l'austérité européenne La lutte est en cours!	Courrier International : Avec la crise économique, persécution et mort d'immigrants
Espagne : Contre la réforme du travail et l'attaque aux pensions, grève générale jusqu'à leur annulationp.7	Equateur : Une révolte de la police, pas un coup d'Etatp.14 Elections au Venezuela : Une avancée de la droite, dont le
France : Le 23 septembre, la solidarité de CSP-Conlutas (Brésil)	chavisme est responsablep.14
Setca : Réintégration des cinq permanents	Elections au Brésil : Deux candidats de la bourgeoisie . p.15 Haïti : NON à la Minustah

Des négociations institutionnelles belges... à l'austérité de l'UE

Voilà plus de quatre mois que nous sommes allés voter, et un gouvernement n'est pas encore formé. Les gens se fatiguent d'assister à ce qui ressemble plus à une saga politique, apparemment sans issue...

Dans les principaux dossiers qui fâchent, au-delà des considérations purement communautaires, il est évident que l'enjeu est avant tout financier. La régionalisation de l'impôt des personnes physiques (IPP) rendrait chaque région politiquement responsable de l'imposition des richesses devant « ses citoyens » et les entreprises. La conséquence directe serait la mise en concurrence des salaires nets des travailleurs, la mise en concurrence des cadeaux fiscaux aux entreprises, et un appauvrissement des caisses publiques. A ce sujet, début octobre, le ministre wallon de l'économie (Jean-Claude Marcourt - PS) s'est dit ouvert au dialogue.

Concernant la Sécurité sociale, les partis francophones rejettent la communautarisation car, sans grande surprise, compte tenu des allocataires sociaux actuellement, elle serait en défaveur du budget de la Wallonie et de Bruxelles. Pour nous, il n'est même pas question de voir à quelle communauté cela profiterait car la division d'une caisse de solidarité constituerait un recul de nos acquis de classe, qu'on soit du Nord ou du Sud du pays.

La Loi de financement, qui fixe le partage du budget fédéral entre les Régions et les Communautés, est bien l'enjeu majeur de ces négociations. Le petit patronat flamand, en position de force, prétend s'arroger la plus grosse part de gâteau possible. Après de sérieuses remises en cause des chiffres avancés par Bart De Wever, la perspective du conciliateur Johan Vande

Lanotte (sp.a) est aujourd'hui d'« objectiver » les chiffres afin de ramener tout le monde autour de la table et... de pouvoir « enfin » négocier sereinement la réforme de l'Etat. En effet, les partis francophones n'y sont pas par principe opposés, car certains transferts de compétences peuvent aussi rencontrer les intérêts du petit patronat wallon et bruxellois.

L'effet de la crise économique mondiale sur le patronat et le petit patronat, très important en Belgique et fort dépendant des multinationales étrangères 1, n'a pu qu'exacerber ces ambitions régionalistes. L'enjeu est essentiellement d'ajuster les organes politiques à cette réalité et de définir leurs compétences et leurs budgets, en sachant qu'elles devront assumer les coupes sociales et... faire face au mécontentement populaire. Dans cette sombre perspective, diviser les travailleurs est aussi un avantage commun pour la bourgeoisie des différentes communautés.

Tous ces débats institutionnels et financiers ont surtout l'art de cacher le fond de la question : les intérêts de classes. Non, tous les « citoyens belges » ne sont pas dans le même bateau face à l'avenir incertain du pays. D'un côté les travailleurs flamands. wallons et bruxellois manifestaient ensemble « contre l'austérité » et pour la sauvegarde de leur acquis le 29 septembre dans les rues de Bruxelles. De l'autre, les représentants de la bourgeoisie se chamaillent autour de la table des négociations, tout en approuvant ensemble les intérêts notionnels qui coûtent des milliards d'euros chaque année à l'Etat. Ensemble, ils nous disent que la situation des finances publiques est dramatique, qu'il faudra travailler plus longtemps, payer plus d'impôts quand de grosses entreprises

en paient moins ou pas du tout, accepter d'être exclus des allocations de chômage, bref, qu'il faudra bien que nous payions, nous, travailleurs, la crise de l'économie capitaliste. Quelle que soit la composition du prochain gouvernement fédéral, sa mission est d'organiser la fameuse réduction budgétaire de 22 milliards d'ici 2015 : l'austérité européenne à la belge. Et la communautarisation-régionalisation est une «bonne» première étape dans ce sens.

A de multiples reprises, le prolétariat belge a su faire preuve d'une unité de classe exemplaire prouvant que le clivage communautaire est entretenu par la bourgeoisie. Dès à présent, dans les entreprises, nous devons préparer la bataille et chercher à unifier les secteurs en lutte contre le plan d'austérité de 2011.

Dans les prochaines pages, vous lirez notre dossier consacré au mouvement grandissant des travailleurs européens contre les plans et mesures de rigueur. Ces élans de résistance se répondent les uns les autres et nous donnent l'espoir d'un changement global possible, mais il devient évident pour beaucoup de militants que les bureaucraties syndicales agissent comme un frein à leur extension et à leur radicalité. Nous y faisons référence pour la lutte en Belgique ainsi que dans un appel émanant de multiples organisations syndicales espagnoles. Cette lutte pour la défense de la démocratie ouvrière dans les syndicats, qui est claire aujourd'hui en Belgique dans l'affaire des cinq permanents du SETCa BHV, est bien la pierre angulaire de notre combat vers le socialisme.

¹ «Environ 83 pour cent des entreprises belges comptent moins de 10 salariés, 97 pour cent des entreprises emploient moins de 50 personnes. Les PME génèrent plus de 70 pour cent du PIB.»

- www.diplomatie.be



La Ligue Internationale des Travailleurs -Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule

alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la révolution d'octobre

de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 19 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Non à l'austérité de l'Union Européenne



Les travailleurs se mobilisent contre les mesures d'austérité

« Sarkozy nous a déclaré la guerre », disent les travailleurs français, évoquant les mesures du gouvernement et en particulier la réforme des retraites qui a provoqué la vague actuelle de mobilisation, la plus importante depuis 1995. Le 23 septembre, ils étaient près de 3 millions dans la rue.¹ Peu après, les étudiants se sont rappelé leur lutte contre le Contrat de Première Embauche qui avait fait reculer le gouvernement Chirac en 2006 et ils se sont unis aux mobilisations. Les grèves dans le secteur pétrolier ont commencé à paralyser l'économie.

En Espagne, le « socialiste » Zapatero a également annoncé son plan d'ajustement, allant de la baisse des salaires des fonctionnaires et du gel des pensions à une profonde contre-réforme du code du travail, mesures auxquelles se sont ajoutées des coupes budgétaires spectaculaires ainsi que l'annonce du report de l'âge de départ à la retraite à 67 ans. Le 6 juin, une grève massive des fonctionnaires, accompagnée de manifestations dans 60 villes du pays, avait déjà réuni 75 000 manifestants à Madrid. Le 29 septembre, le pays a été paralysé par une grève générale, imposée par la base, en dépit des réticences des directions des syndicats majoritaires CC.OO et UGT. Ce jour-là, 70% des salariés, 10 millions de personnes, ne sont pas allés travailler.2

Le 20 octobre, le gouvernement britannique a lancé l'attaque la plus brutale contre « l'Etat providence » depuis la Seconde Guerre mondiale, avec la destruction de 490 000 emplois publics, la réforme des retraites ainsi que des privatisations et des coupes à

hauteur de 40% dans le financement des universités. Le jour même, 2500 manifestants sont descendus dans les rues de Londres et d'autres mobilisations ont eu lieu dans différentes villes du pays. En Ecosse, il y eut une mobilisation de 20 000 personnes à Edinburgh, où les étudiants criaient : « Nous sommes tous des Français! ». Les dirigeants de la Fédération syndicale nationale (TUC) ont refusé d'appeler à une manifestation nationale, mais le syndicat du transport (RMT), soutenu, entre autres, par celui des pompiers (FBU) et celui des enseignants (NUT), a organisé le 23 octobre une marche qui rassembla 1500 personnes au siège de la TUC à Londres pour exiger une action immédiate contre les plans du gouvernement.

Au Portugal, le nouveau plan d'austérité du « socialiste » Socrates a déjà provoqué la convocation d'une grève générale le 24 novembre, la première depuis 2007. Au début de cette année, c'était la classe ouvrière grecque qui s'était mise en marche contre les plans d'austérité draconiens décidés à Bruxelles et mis en œuvre par le « socialiste » Papandréou. En Allemagne, Merkel a annoncé un plan de coupes budgétaires de plus de 80 milliards d'euros. En Italie, le gouvernement Berlusconi ne fut pas en reste et le samedi 16 octobre, il y eut la plus importante mobilisation de ces dernières années. Une vague d'un demi-million de manifestants a envahi les rues de Rome.

Les travailleurs des pays venus s'incorporer ces dernières années dans l'UE se sont aussi mobilisés. En Roumanie, plus 10 000 personnes ont défilé dans les rues de Bucarest le 22 septembre pour s'opposer aux mesures

Il faut leur barrer la route! Contre le plan d'ajustement et la réforme du travail! Pour la grève générale!

d'austérité prises par le gouvernement. La République Tchèque a connu une des plus importantes mobilisations de ces dernières années, le 20 septembre. A cette occasion, près de 40 000 personnes ont manifesté à Prague pour s'opposer à la politique du gouvernement. En Slovénie, 80 000 fonctionnaires ont fait grève le lundi 27 septembre pour s'opposer au gel de leur salaire jusqu'en 2011.

100 000 travailleurs dans les rues de Bruxelles : non à l'austérité de l'UE

C'est dans ce cadre que la Confédération Européenne des Syndicats (CES) a finalement appelé à une manifestation européenne à Bruxelles le 29 septembre. La manifestation a réuni les 100 000 participants prévus. Cette action est toutefois restée sans lendemain : elle n'a pas marqué un moment dans l'organisation de la lutte à l'échelle européenne, ce qui n'était pas du tout l'objectif des organisateurs. Pour eux, ce ne devait être qu'une soupape de décompression pour le ras-le-bol qui s'accumule. Le but affiché de la manif n'était que de « donner un signal clair pour les dirigeants européens ». Et c'est plutôt à ces derniers que s'adresse John Monks, secrétaire général de la CES, leur rappelant qu'ils doivent bien continuer à « écouter les marchés », tout en prêtant l'oreille à la colère et l'inquiétude des salariés.3

Les mots d'ordre de la CES étaient assez vagues : « Non à l'austérité. Priorité à l'emploi et à la croissance ». Une austérité sans responsable ? Qui doit garantir l'emploi ? La croissance de quoi ? Dans leur tract, les organisateurs de la manif plaident pour une « Europe plus sociale et plus solidaire pour les citoyens européens ». Il n'y a plus que des « citoyens », travailleurs et patrons confondus, et les premiers n'ont qu'à demander gentiment aux seconds d'être un peu plus « solidaires ». John Monks « apprécie beaucoup les dispositifs pour préserver les emplois adoptés ces dernières années en



LUTTE EN EUROPE

Allemagne, y compris par les derniers gouvernements Merkel ». ⁴ Rappelons que les dispositifs de Merkel, c'est 10 000 emplois publics ainsi qu'un bonus salarial programmé pour 2011 envoyés la trappe ; c'est le soutien aux chômeurs de plus d'un an revu à la baisse afin d'inciter plus de 2,2 millions de personnes « activables » (mères isolées, sans emploi de plus de 50 ans) à se remettre au travail quelles qu'en soient les conditions. ⁵ Monk est d'ailleurs convaincu que « pendant les deux premières années de la crise, les gouvernements ont plutôt bien agi. » ⁶

La journée décrétée par la CES ne s'est toutefois pas limitée à cette promenade à travers les rues de Bruxelles. Un vaste mouvement anti-bureaucratique en Espagne est parvenu à imposer une grève générale à cette date. Dans la manif même, parmi d'autres groupes, s'affichaient clairement le message des travailleurs du transport du Royaume-Uni qui identifiaient les auteurs de cette « austérité » en disant « Non à l'austérité de l'UE », dénonçant également le fait que tous les gouvernements se plaisent à invoquer les exigences de l'UE pour justifier les plans d'austérité qu'ils mettent en place. Et des voix s'élèvent aujourd'hui pour transformer la journée du 24 novembre, où une grève générale est annoncée au Portugal, en une nouvelle journée de mobilisation européenne.

En Belgique

Dans notre pays, les partis au Parlement ne parlent que de crise communautaire mais tous considèrent comme évident qu'il faudra faire 22 milliards d'économie sur le dos des travailleurs. Et si aucune mesure d'austérité précise n'est encore annoncée publiquement, cela n'empêche pas que « le gouvernement en affaires courantes exécute 'normalement' le budget 2010 et la Commission [européenne] a approuvé le pacte de stabilité présenté par la Belgique. Les mesures d'économie sont attendues pour 2011. »⁷

En déplacement d'affaires au Japon, les patrons belges se vantent que la Belgique soit le pays où « les entreprises payent le moins d'impôt, grâce aux déductions pour intérêts notionnels » et où il y a « une législation très favorable aux patrons pour l'embauche

NON à la répression des luttes Non à l'intervention de la police dans les manifestations des travailleurs!

La manifestation européenne a aussi été l'occasion d'une brutale répression de certains secteurs militants. Nous dénonçons non seulement cette répression, mais aussi la collaboration lamentable de membres du service d'ordre des syndicats belges avec la police dans cette intervention injustifiable. Voici quelques extraits d'une lettre adressée à l'Interrégionale Wallonne de la FGTB par un jeune militant syndical (texte complet sur notre site).

En tant que permanents « Jeunes FGTB », nous basons notre travail sur la défense des intérêts et des droits des jeunes générations, dans une perspective interprofessionnelle, liant les actifs et les non actifs et toutes les Centrales professionnelles.

Ces jeunes ne sont plus dupes, la démocratie leur paraît être une illusion qui permet certes quelques défouloirs sociaux à l'image de la manifestation autorisée contre l'austérité organisée par la CES. Que peut-on espérer réellement d'une manifestation de 100000 personnes ? Un retrait ou un abandon des mesures d'austérité ? Peu de syndicalistes y croient. C'est une démonstration de force mais pas une action directe contre le système qui va faire payer aux travailleurs une crise dont ils ne sont pas responsables.

Cependant malgré cette constatation, ces jeunes se battent avec un profond respect des différentes formes d'actions : ce 29 septembre en Belgique, sous nos yeux et avec des accords préalables avec la FGTB, ils avaient prévu de rejoindre le cortège syndical. Ils voulaient y faire passer leur message. Pour eux, en réaction au mot d'ordre de la CES « des emplois pour tous et une croissance durable », ils voulaient manifester pour un travail décent (pas n'importe quel emploi) et un système qui permettent un mode de vie adapté à l'environnement. Ils voulaient, tout comme les organisations syndicales, avoir un char et distribuer des tracts pour sensibiliser les syndicalistes à leur cause et les inviter à des actions directes non violentes contre le sommet d'EcoFin le lendemain.

Or, sous un mot d'ordre de la CES (?) ou de la police (?), la FGTB n'a pas réagi aux violences ni à l'emprisonnement de 350 militants actifs pour la cause des sans-papiers. Les militants venaient en effet en majorité du camp NO BORDER, auquel plusieurs représentants syndicaux participaient.

« Laisser les policiers faire leur travail ! Les policiers sont des travailleurs comme les autres ! » peut-on entendre du mégaphone d'un syndicaliste FGTB. On peut espérer qu'il ne comprenait pas ce qui se produisait sous ses yeux.

Après s'être fait confisquer leurs banderoles (afin d'être non identifiables par les militants syndicaux?), ils se sont tous, sans distinction, fait matraquer, gazer et arrêter par la police anti-émeute, sans avoir commis aucun acte délictueux, et ce sous les yeux de la FGTB Verviers et Liège. Si nous sommes encore un syndicat combatif, nous devons, à tout le moins, veiller à ce que les droits de l'homme et le droit des peuples à s'exprimer ne soient pas bafoués comme il l'a été ce 29 septembre 2010 sous peine de passer pour des collabos d'un système capitaliste qui radicalise sa répression.

La Centrale JEUNES FGTB de VERVIERS demande:

- Une rencontre d'explications avec jeunes du NO BORDER et plus précisément du collectif « Precarious United »
- Une condamnation ferme de la répression policière digne d'un système totalitaire
- La mise en lumière des responsabilités des uns et des autres dans les incidents
- Un soutien à la manifestation contre les répressions policières ce samedi 9 octobre 2010. Il nous faut garder notre droit d'organiser nos propres manifestations. La police n'a pas à choisir de qui à droit ou pas à participer à une manifestation syndicale.



et le licenciement de personnel », une sorte de paradis pour les capitalistes.⁸ Entre-temps, dans les médias belges, ils se plaignent d'un handicap salarial et ne cessent de répéter que les mesures d'austérité sont nécessaires pour garantir le bien-être des générations futures. Voilà qui nous renforce dans la conviction qu'il n'y a pas de solution à cette crise sans mettre la main dans les poches de ces banquiers et de ces spéculateurs.

La lutte des classes ne s'arrête pas parce que le gouvernement est en affaires courantes.

Que les riches payent : non aux déductions d'impôt pour intérêts notionnels; impôts progressifs sur les grandes fortunes et les entreprises les plus bénéficiaires ainsi que sur les grands dépôts bancaires. Un emploi pour tous : réduction de la journée de travail sans diminution de salaire, retraite à 60 ans, avec embauches compensatoires; aucun licenciement dans les entreprises qui font des bénéfices. La « compétitivité des entreprises » est menacée ? Nationalisation sans rachat ni indemnités des entreprises qui menacent de fermeture ou de licenciements collectifs. Plans de travaux publics pour répondre aux besoins des travailleurs (écoles, soins de santé, mobilité,...). Les services publics doivent être des services rendus aux travailleurs : non aux « libéralisations » exigées par l'Union européenne et le FMI; non aux privatisations et aux « partenariats public-privé », renationalisation des entreprises déjà privatisées.

Pour défendre nos acquis et pour en obtenir de nouveaux, nous avons besoin d'un plan de lutte.

Les travailleurs belges n'attendent pas les bras croisés. Le lendemain de l'euromanif, 1500 travailleurs sont descendus dans les rues de Namur : ceux de Duferco défendant leur emploi, accompagnés des métallos de différentes entreprises de la région. Les cheminots se mettent en grève pour résister à la libéralisation du transport ferroviaire et à la privatisation de ce service public, dicté par « l'Europe ». La grève des contrôleurs aériens de Belgocontrol a eu une certaine répercus-

sion dans les médias, mais ce n'était pas la seule lutte ces dernières semaines. Citons, rien que pour les deux dernières semaines de septembre, en plus de Duferco, celles d'AB Inbev à Jupille, d'Akers à Seraing, d'Arcelor-Mittal à Châtelet, de Lutosa à Leuze-en-Hainaut, du TEC Charleroi, du TEC Verviers, de Coca-Cola à Gand, de De Lijn,...

On s'imagine quelle force cela représenterait si tous ces efforts étaient coordonnés dans un plan de lutte national, avec des revendications communes! Mais ce n'est malheureusement pas la politique de nos directions syndicales nationales. Celles-ci n'ont même pas voulu soutenir la grève à Belgocontrol. Elles n'interviennent souvent que quand la nécessité de canaliser la confrontation directe entre les classes se fait sentir, et surtout, elles se gardent bien de promouvoir les initiatives de solidarité et d'unifier les luttes dans les différents secteurs. Lorsqu'à la fin du mois d'août, Di Rupo, alors préformateur, a consulté « les partenaires sociaux », les dirigeants syndicaux et les patrons de la FEB ont fait cause commune pour affirmer qu'ils étaient tous d'accord de « sortir de l'impasse ».9 Claude Rolin, le secrétaire général de la CSC, n'est pas pressé d'organiser la riposte des travailleurs. Etant donné que dans notre pays, pour l'instant, aucune politique d'austérité n'y est officiellement annoncée, la journée du 29 septembre se résumait en « une manifestation préventive ». Le dirigeant de la CSC partage un souci avec les patrons : « Il y a un trou budgétaire de 20 à 25 milliards d'euros. Il faudra le combler de manière juste et intelligente. » Anne Demelenne, secrétaire générale de la FGTB, ne dit pas autre chose : « Il va falloir assainir les finances publiques. »10

Si dernièrement, via un tract, la FGTB fait campagne contre la N-VA, elle « oublie » de dire que tous les partis autour de la table des négociations communautaires sont en accord avec la plupart des points du programme de ce parti visant, in fine, à faire payer la crise aux travailleurs. Elle se prononce contre la scission de l'impôt des personnes physiques (IPP) mais, face à l'appétit des nationalistes, elle

encourage les Régions à faire usage des moyens de discrimination d'ores et déjà à leur disposition pour « faire payer un peu plus ou un peu moins d'impôt à leurs citoyens ». Dans ce tract, il est encore affirmé que s'il faut des finances fédérales fortes... c'est précisément pour garantir aux marchés financiers que nous sommes bien en mesure de leur rembourser le montant de la dette publique (contractée pour leur permettre de continuer à prospérer malgré la crise), avec intérêts de surcroît! Et le tract conclut en mettant les travailleurs dans le même bateau qu'une « élite financière et riche » appelée à « contribuer » à « l'Etat social », effaçant toute distinction de classe et toute nécessité de transformation socialiste de la société.

Les conséquences de cette politique de conciliation sont malheureusement bien connues. Les directions syndicales ont permis que les forces de répression de la bourgeoisie interviennent au sein de nos propres mobilisations pour y briser les éléments « indésirables », comme ce fut le cas lors de la manifestation du 29 septembre. La bureaucratie du SETCa fédéral n'a pas de problème à faire front avec les patrons d'Agoria pour se débarrasser des permanents combatifs qui les gênaient depuis des années, sans se voir nullement inquiétée par ailleurs.

Un plan de lutte est nécessaire pour avancer vers la grève générale européenne

Malgré tout, nous devons continuer à exiger des directions syndicales d'unifier les initiatives que les travailleurs prennent, de discuter un plan de lutte national sur les lieux de travail et d'ainsi préparer la grève générale, comme le font les travailleurs dans d'autres pays d'Europe.

Faute de pouvoir nous présenter une Belgique unie, nos capitalistes rêvent d'une Europe néolibérale



Vous trouverez une analyse des luttes en Europe dans le n 2 de Courrier International, une publication de la LIT que vous pouvez demander au camarade qui vous offre ce journal



LUTTE EN EUROPE

toujours plus unifiée. Mais l'« Union européenne » n'est qu'un instrument pour fixer, sous la baguette des capitalistes allemands et français, les plans que les différents gouvernements doivent appliquer contre les travailleurs, étant donné que seule une exploitation bien plus poussée encore des travailleurs et des peuples européens pourrait leur permettre de rivaliser avec le géant étasunien et avec les nouveaux arrivants : chinois. brésiliens, etc. Il n'y a pas d'accord au gouvernement pour résoudre la question de BHV, mais il y a bien un accord pour avancer dès maintenant sur le durcissement des lois relatives aux immigrés dans le but de réduire le nombre de demandeurs d'asile, leur possibilité de recours et d'accroître le contrôle rapproché en cas d'expulsion prononcée.11 C'est dans la ligne de la politique de Sarkozy envers les Roms et de celle de Merkel, qui souligne que les Turcs commencent à être de trop en Allemagne, sans parler de la droite populiste aux Pays-Bas. Il s'agit d'une résurgence des alternatives racistes et xénophobes en Europe, derrière lesquelles se cache la progression de l'extrême-droite, une arme avec laquelle la bourgeoisie européenne commence à compter pour l'avenir.

Pour nous, la seule issue est d'avancer dans la solidarité de classe entre les travailleurs européens. Notre lutte ne doit pas s'organiser pour construire une Union européenne « plus sociale » mais pour combattre cette Union des capitalistes et bâtir les Etats-Unis socialistes d'Europe.

La solidarité internationale entre travailleurs européens se manifeste déjà dans certaines occasions, comme

Les travailleurs, les travailleuses et la jeunesse françaises déploient une force extraordinaire et montrent, en même temps, le besoin urgent de regrouper les forces de combat qui, à partir de la base des organisations syndicales et de la jeunesse, avancent une alternative face à la bureaucratie, le frein principal de la mobilisation. Voilà le besoin le plus urgent actuellement, à échelle de chaque pays et à l'échelle européenne : réunir la gauche syndicale et la coordonner, à l'échelle européenne, où le retard est plus grand encore.

Toutes les étapes de la réorganisation syndicale sont inséparables de la réorganisation politique, de la lutte pour construire une direction révolutionnaire face à une gauche institutionnelle qui depuis belle lurette a cessé d'être de gauche pour devenir un instrument du capitalisme européen. Les organisations européennes de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI) sont engagées fermement dans cette tâche. (Déclaration de la LIT-QI du 28/10/2010, texte est disponible sur notre site internet)

lorsque les cheminots belges bloquent les trains internationaux à Bruxelles alors que les Français se sont mis en grève, ou que les pétroliers de Feluy refusent de livrer du carburant en France où les raffineries sont à l'arrêt. Cette solidarité internationale doit s'étendre et devenir plus concrète encore, par exemple en transformant la date du 24 novembre, jour de grève générale au Portugal, en une nouvelle journée de lutte européenne.

Il ne suffit pas de répéter que « le capitalisme nuit gravement à la santé » tout en se limitant à négocier autour d'une table. Cette crise – la plus importante depuis 1929 - illustre crûment la barbarie du système capitaliste, qui ne laisse pas d'autre issue pour ceux qui vivent de leur travail que la surexploitation et la misère. C'est un système qui va de crise en crise, qui a ses racines profondes dans l'exploitation de l'homme par l'homme, qui nous enlève la vie et la dignité en nous faisant travailler jusqu'à l'épuisement, qui soutient le luxe de ceux d'en haut avec la destruction de la planète et de l'humanité. Cette crise met à l'ordre du jour la nécessité d'abattre non seulement les plans des gouvernements, mais le système capitaliste tout entier. Et pour cela, il faut organiser la lutte, dès maintenant.

Voir, plus loin, le compte rendu de camarades de la nouvelle centrale syndicale brésilienne, CSP-Conlutas, qui y ont participé en solidarité 2 Voir, plus loin, la déclaration d'une vingtaine d'organisations syndicales alternatives 3 Commentaire sur le site de la CES 4 Les Echos, éd. en ligne, 28.09.2010. 5 Le Soir 30.09.2010 6 Interview dans L'Humanité - éd. en ligne 29/9/2010.

7 Yves Leterme dans Le Soir 30.9.2010 8 Thomas Leysen, le président de la FEB, dans une brochure de la chambre de commerce belgo-japonnaise, cité dans Knack, de fin d'octobre 2010 9 Communiqué du Groupe des dix, Le Soir, 31.8.2010

10 Le Soir 30.9.2010

11 La Libre Belgique, « Asile : coup d'accélérateur CDH », mis en ligne le 05/11/2010.

Les travailleurs ne doivent pas payer pour la crise :

NON au pacte de stabilité concocté par le gouvernement et les patrons
Nationalisation des banques - Gestion du crédit par l'Etat, sans spéculation
Défense des services publics - Non aux réductions de personnel - Non aux privatisations
Réduction du temps de travail, pension à 60 ans, avec embauches compensatoires

Non aux licenciements - Nationalisation sans rachat ni indemnités des entreprises qui menacent de fermeture et de délocalisation

Pour un syndicalisme indépendant, combatif et démocratique au service de l'unification des luttes
Organisons la résistance sur les lieux de travail

Vers un plan de lutte national pour préparer une journée d'action le 24 novembre NON à l'austérité de l'UE - Pour une Europe des travailleurs et des peuples



Espagne

Contre la réforme du travail et l'attaque aux pensions Grève générale jusqu'à leur annulation

Le jour de la mobilisation européenne, les travailleurs en Espagne ont mené une grève générale qui a paralysé complètement le pays. Voici des extraits d'un appel d'un ensemble d'organisations syndicales de ce pays pour cette grève et pour continuer le combat (texte complet sur notre site).

Si nous ne les barrons pas la route, il y aura encore plus de licenciements et d'attaques aux pensions

Zapatero et Botín, le gouvernement des banquiers aux ordres du Fond Monétaire International et de l'Union européenne de Merkel et Sarkozy, avec le soutien de la droite (CIU, PP, PNV...), ont pour objectif de faire payer la crise aux travailleurs. Ils ont mis en place le plan d'assainissement, maintenant ils en sont à la Réforme du Travail, et si nous ne les barrons pas la route, ils imposeront finalement - ils l'ont dit - l'attaque aux pensions, c'està-dire, la retraite à l'âge de 67 ans et l'élévation des 15 ans de carrière à 20 ans pour le calcul des pensions. Derrière cela vient en outre la diminution des allocations de chômage, la liquidation de la négociation collective, le paiement d'une partie des soins de santé, etc. Ils n'ont pas de limites! Les travailleurs grecs ont raison quand ils disent : « Ils veulent nous transformer en pauvres », « ils veulent nous faire retourner aux années 50 ». Voilà leur objectif!

C'est pour cela que la grève générale du 29 septembre a un sens et doit être le début d'un changement dans la situation des travailleurs car, du contraire, cette bande va nous dévorer. La grève générale a un sens parce qu'il faut imposer une autre issue à la crise : distribuer le travail en réduisant la journée de travail sans réduire le salaire ; garantir l'allocation indéfinie pour le chômeur jusqu'à l'obtention d'un emploi ; réduire l'âge de la retraite à 60 ans et promouvoir les contrats de remplacement. Il faut augmenter les montants des pensions. Il faut dire NON au FMI et à l'Union européenne, et prendre les ressources pour tout cela chez ceux qui les ont, c'est-à-dire, nationaliser les banques et les secteurs clef de l'économie, appliquer des impôts progressifs sur les grandes fortunes, sur les grands dépôts bancaires

et sur les entreprises qui font le plus de bénéfice. Autrement dit, la crise doit être payée par les capitalistes.

Tous à la grève générale pour nos objectifs. Aucune confiance dans les directions de CCOO et UGT

C'est un scandale, le soutien inconditionnel que les dirigeants des syndicats dits « majoritaires » ont donné pendant toutes ces années au gouvernement de Zapatero, alors qu'ils bradaient les droits des travailleurs, contemplaient en toute passivité l'accroissement du chômage et contribuaient à des milliers de licenciements en signant des procédures de licenciement collectif. Selon eux, « il n'y avait pas de raisons pour une grève générale ». Par après, quand ils l'ont convoquée, ils l'ont fait avec un délai de trois, quand la Réforme est déjà loi. Et jusqu'à aujourd'hui, ils n'ont rien dit par rapport à la continuité de la lutte.

C'est pour cela que nous disons à tous les travailleurs qui, comme nous, se méfient profondément des bureaucraties syndicales; à tous les travailleurs qui, comme nous, savent qu'avec une seule journée de grève on ne va rien changer : qu'il faut soutenir sans réserve la grève générale. Pour Toxo et Mendez, la grève générale est là pour récupérer ce qu'ils ont fait pendant toutes ces années, le « dialogue social ». Pour nous, la grève générale est là pour faire tomber la réforme du travail et pour commencer un processus de mobilisation pour en finit avec toute cette politique anti-ouvrière et antisociale du gouvernement des banquiers. Voilà la différence!

Au-delà du résultat du 29 septembre - nous avons déjà l'expérience d'autres grèves générale d'une seule journée il faut exiger et imposer la continuité de la mobilisation, et son intégration avec les luttes dans le reste d'Europe, jusqu'à mettre en échec la réforme du travail et arrêter les autres agressions.

Le 29 septembre doit être un succès de la lutte ouvrière, parce que la Réforme du Travail n'est pas dirigée contre Toxo et Méndez mais contre tous les travailleurs, et un échec de la grève générale équivaudrait à un recul brutal pour les travailleurs.

Pour ceux qui disent qu'on « ne peut rien faire, parce que la Réforme est déjà loi », il faut rappeler que la lutte ouvrière a fait tomber des lois, des gouvernements et des régimes entiers. C'est la lutte ouvrière qui fait tomber des lois et conquière des droits. Il ne s'agit donc pas de savoir si la réforme est déjà loi, mais si nous descendons dans la rue jusqu'à la mettre en échec.

Voilà notre engagement, qui doit être l'engagement de tous les travailleurs et lutteurs : organiser des assemblées et des réunions partout dans les centres de travail et utiliser tous les moyens pour dissiper les doutes, diffuser l'appel à la grève et l'exigeance à tous les syndicats de la continuité jusqu'à la défaite de la réforme du travail et de l'attaque aux pensions.

Nous nous engageons à faire tous les efforts pour obtenir l'unité d'action la plus grande à l'échelle de l'Etat, de tous les travailleurs, et en particulier avec le syndicalisme alternatif, pour chercher le succès de la grève générale et toutes les voies de continuité de cette lutte.

Et nous appellons toutes les organisations, tous les militants, de quelque syndicat qu'ils soient, à nous rejoindre et à préparer tous ensemble cette bataille pour mettre en échec la réforme du travail et l'attaque aux pensions.

Signée par 24 organisations, telles que, par ex. Coordination Syndicale de Madrid (CSM); Commissions de Base (CO.BAS); Syndicat Ferroviaire de Madrid-Intersyndical ; Comité d'entreprise de UPS-Vallecas ; Gauche Anti capitaliste ; Courant Rouge (CR)



France

23 septembre : la solidarité de CSP-Conlutas (Brésil)

Les manifestations et les grèves contre la politique d'austérité de Sarkozy se multiplient en France. Lors de la manifestation du 23 septembre dernier, quand 3.000.000 de travailleurs sont descendus dans la rue dans 230 villes, une délégation de la nouvelle centrale CSP-Conlutas du Brésil était présente pour manifester la solidarité. Ils ont participé au cortège du syndicat Solidaires (www.solidaires.org/) à Paris. Voici un extrait de leur compte-rendu (texte complet sur notre site).

Ce n'est pas un hasard si au Brésil aussi on commence à parler de la nécessité d'une nouvelle réforme des retraites avec les mêmes objectifs que ceux de Sarkozy en France : retirer des droits.

Mais les travailleurs dans les rues, dans toute l'Europe, et maintenant en France, montrent qu'ils peuvent défaire les gouvernements et préserver leurs droits.

Le cortège de Solidaires était un des plus animés, avec une forte présence de travailleurs de la santé, des PTT (Poste et Télécommunications), du Rail (cheminots), des employés publics et d'autres secteurs. Il y avait beaucoup de jeunes garantissant énormément d'enthousiasme à la marche, impactant par le nombre et aussi dans tous les endroits par où nous passions.

Chaque rue, chaque place par où passait la manifestation rappelait l'histoire d'une classe travailleuse qui, et ce n'est pas un hasard, a des conquêtes sociales parmi les plus avancées au monde. Au cours du trajet nous sommes passés devant la Sorbonne, unique lieu « protégé » par la Police militaire. Sur tout le reste du trajet il n'y avait pas de présence visible de policiers. Place Denfert Rochereau, lieu d'arrivée de la marche! C'est de là que partaient les manifestations étudiantes en Mai 68.

Pendant le trajet nous avons été présentés à divers militants syndicaux. La méfiance vis-à-vis des directions majoritaires est grande, en particulier vis-à-vis de celle de la CGT, la principale centrale syndicale du pays.

Crise Institutionnelle

Au-delà des grandes manifestations, le Gouvernement Sarkozy connaît une grande crise. Dénonciations de corruption, scandales d'affaires de familles bourgeoises compromettant des ministres... le gouvernement Sarkozy a été conduit à ne compter aujourd'hui qu'avec 35% d'approbation des

français, pourcentage des plus bas pour un gouvernement, qui a amené à la défaite de Sarkozy dans les dernières élections régionales et qui pointe vers une défaite électorale dans les prochaines élections nationales.

Les conversations parmi les manifestants et les mots d'ordre scandés dans les cortèges de chacune des organisations reflètent le débat et les enjeux posés dans ce processus. Alors que dans le cortège de Solidaires un des mots d'ordre scandé avec le plus de force était : « Tous ensemble, tous

« L'Union syndicale Solidaires dénonce la machinerie qui a servi à justifier, dans les médias et parmi les manifestants, la traque et l'arrestation de près de 250 personnes ce 29 septembre à Bruxelles. Elle affirme son soutien aux militants No Border en lutte contre l'Europe forteresse. La déraison et la violence n'étaient pas du côté des manifestants mais de la police. »

http://www.solidaires.org/article33071.html

ensemble, Grève Générale », dans le cortège de la CGT on criait du haut des camions des hauts parleurs : « Tous ensemble, tous ensemble, ouais, ouais ».

Jusqu'à maintenant, à l'exception de Solidaires, les autres centrales refusent de mettre en avant la grève générale et appellent à des arrêts de travail d'un jour avec manifestations.

Outre ce débat il y a une autre différence dans les mots d'ordre : «Retrait du projet » comme criaient les secteurs les plus combatifs et « Non au projet » comme le criaient d'autres secteurs. Dans le fond il y a un débat sur comment conduire la lutte : en paralysant la France, ouvrant y compris une crise majeure, avec la possibilité de la chute du gouvernement Sarkozy, ou en faisant pression pour une négociation pour altérer certains points à l'intérieur

du projet du gouvernement, permettant que passe la réforme nécessaire à la bourgeoisie et canalisant tout le processus vers la voie électorale et les prochaines élections présidentielles, via le bloc PS-Verts-PCE.

Une fois encore le débat sur la continuité de la lutte et la possibilité de défaire l'ensemble des attaques du gouvernement français est à l'ordre du jour.

Qui doit payer la crise ? Ou ce sont les banquiers et les multinationales ou bien faut-il accepter la logique de la bourgeoisie, qui veut que les travailleurs la payent et négocier quelques détails du projet gouvernemental?

Ceux qui pensent qu'il s'agit là d'un débat des seuls travailleurs français se trompent. Ce qui est en train de se jouer en Europe c'est, quelle issue à la crise économique pour le monde entier! Si les gouvernements capitalistes européens, particulièrement le gouvernement français, imposent cette attaque en défaisant les secteurs les plus organisés de la classe travailleuse mondiale, la bourgeoisie et l'impérialisme, comme un tout, sortiront renforcés pour attaquer les travailleurs et les peuples du monde.

La victoire de notre classe en Europe, au contraire, renforcera la lutte et le résistance au niveau international.

Les travailleurs de France ne sont pas seuls. Des mobilisations ont lieu dans plusieurs autres pays et, une grève générale est convoquée pour le 29 septembre en Espagne. Mais il y a des difficultés de coordination et d'unification de ces luttes, dues à la politique des directions majoritaires.

La CSP-Conlutas s'est fait présente dans les mobilisations du 23 septembre, en France, apportant notre solidarité de classe et cherchant à établir des contacts, à fortifier des relations avec des secteurs syndicaux combatifs.

Dirceu Travesso et Sebastiào Carlos Paris 24/09/10



Réintégration des cinq permanents licenciés par le SETCa!

Le 3 septembre dernier, par une décision bureaucratique, la direction nationale du SETCa (Syndicat des Employés, Techniciens et Cadres, affilié à la FGTB) a licencié pour faute grave l'ensemble des secrétaires syndicaux du secteur Industrie du SETCa Bruxelles-Hal-Vilvorde. Voici des extraits d'une interview avec un des camarades licenciés, Martin Willems. Le texte complet se trouve sur notre site internet.

En quoi pourrait-on dire que vos licenciements sont politiques ?

Ce licenciement a sans aucun doute possible un caractère politique. [...] Nous n'avons pas été licenciés pour un méfait quelconque, que ce soit malversation financière, violence ou injure envers des personnes. Personne ne le conteste. La circonstance invoquée pour notre licenciement est que nous nous défendions une position différente sur un projet immobilier, à un stade où aucune décision n'avait été prise. [...] Point principal, nous avions demandé qu'un débat ait lieu et qu'une décision soit prise au sein du comité exécutif, sur base d'alternatives [...] On nous reproche notre manière de communiquer sur ce dossier. Notamment la « faute grave collective » serait d'avoir envoyé un e-mail interne au SETCa, le premier septembre, avec ces fameuses réserves. [...]

Pour comprendre que c'est vraiment politique, il faut observer les événements après notre licenciement. [...] Le comité exécutif fédéral, où siègent les présidents des autres régionales, a décidé, à la demande du président, et donc du fédéral, de placer notre régionale sous tutelle statutaire. Le lendemain matin, nous avons été licenciés pour faute grave. Quelques jours après, le fonctionnement démocratique de la section a été suspendu. La section régionale devait justement tenir un congrès le 24 septembre, avant le congrès fédéral du SETCa du 21 et 22 octobre. Avant ce congrès régional étaient aussi prévues des assemblées professionnelles. Ces assemblées sont très importantes parce que c'est le seul endroit où les militants de base peuvent s'exprimer. Quand on nous dit qu'à la FGTB tout part de la base, que toutes les décisions sont prises par la base, par délégations successives, il faut bien qu'à un moment, la base puisse s'exprimer. [...] Ces assemblées professionnelles, ainsi que le congrès de BHV lui-même, ont donc été annulées du jour au lendemain. [...] Tout ce que cela montre, c'est que notre licenciement fait partie d'une prise en main

très claire, très ferme, très autoritaire, de la section BHV par le SETCa fédéral. La section BHV, c'est à elle seule 23% de tout le SETCa fédéral. [...]

Pourquoi avez-vous été licenciés ?

Il faut supposer que c'est suite aux combats que nous avons menés (quand je dis combats, c'est dans le respect du débat démocratique), dans les mois et

années précédents, afin justement de renforcer le fonctionnement démocratique de la section BHV. Si un congrès était prévu pour le 24 septembre, c'est parce que nous avions insisté, à la fin de l'année dernière et au début de cette année, pour qu'il soit organisé. Finalement, nous avions obtenu gain de cause. L'un d'entre nous, Hendrik Vermeersch, était candidat pour devenir président de la section et donc pour que la section reprenne son autonomie, ce qui suppose de revenir à un fonctionnement démocratique normal. [...]

Les cinq licenciés avons tous été élus par une assemblée professionnelle. [...] Moi, j'ai été élu, il y a presque 3 ans. Il y avait 2 candidats, et les militants ont fait le choix. [...] Notre licenciement a été décidé sans jamais consulter la base, certainement pas l'assemblée industrie, qui pourtant nous a élus..

Les nouveaux permanents

Puis il y a les conséquences de notre écartement [...] la nomination des nouveaux permanents, opérée à nouveau sans consulter la base. [...] Certains de ces « permanents » vont dans les entreprises et parfois négocient alors que la délégation locale leur demande expressément de ne pas le faire. Négocier avec la direction de l'entreprise sans, et même contre la délégation locale, là on a dépassé toutes les bornes. [...]

Qui plus est, la nomination de nouveaux permanents s'est faite non seulement sans consulter la base, mais en plus en collaboration avec les directions d'entreprise et les fédérations patronales. Dans les entreprises, les



Lors de la manifestation du 29 septembre

délégués ont souvent appris par leur direction - qui avait reçu un courrier du SETCa via leur fédération patronale - qui était le nouveau permanent. Ce sont les directions des entreprises qui ont demandé, invité les permanents, alors que le principe (et les conventions) veulent que ce soit aux délégations d'entreprise de le faire. Une inversion totale des valeurs! [...]

Quelle a été votre intervention lors du Congrès fédéral du Setca ?

Puis il y a eu le Congrès fédéral. [...] Un autre non-respect de la démocratie par le SETCa fédéral a été la désignation par l'appareil (dirigeants fédéraux et secrétaires BHV) des congressistes représentant BHV au Congrès. [...] 25 sur 28 des membres Industrie du Comité exécutif BHV [...] ont été exclus du Congrès fédéral.

Nous nous sommes présentés à ce Congrès. Le tract que nous avons distribué s'intitule « si nous sommes dehors, c'est parce qu'on nous interdit d'être dedans... ». Nous étions entre 40 et 50. Nous avons été extrêmement mal reçus. [...] Un barrage était organisé par des employés du SETCa, des gardes d'une firme privée de sécurité, par les responsables de l'hôtel et par la police. [...] Il y avait une vingtaine de policiers avec des chiens. Ils ont formé un piquet devant le Congrès pour nous empêcher de nous exprimer et de rencontrer les congressistes. Je crois que c'est une grande première : un Congrès du SETCa fédéral sous haute surveillance policière.



SERVICES PUBLICS

Chemin de fer : Une grève rondement menée

La grève générale des cheminots (CGSP-ACOD), le lundi 18 octobre, a été un succès : quasi aucun train n'a roulé et la société était pour ainsi dire à l'arrêt. Et cela, sans la participation de la CSC Transcom et des autres syndicats (SLFP, SIC, SACT), malheureusement. Sans mot d'ordre clair de leur part, beaucoup de cheminots, affiliés à ces syndicats, ont d'ailleurs dû prendre congé, à moins d'avoir essayé de braver les piquets pour les quelques-uns plus zélés.

Du côté de la CGSP-ACOD, le mot d'ordre a eu d'autre part du mal à être lâché. La grève était initialement prévue une semaine plus tôt, mais dans l'attente d'un éventuel accord de dernière minute avec la direction au sujet de la filialisation de B-Cargo (transport marchandise), elle a finalement été reportée, en ce qui concerne le transport de voyageurs du moins. On se souviendra aussi du fait que le lundi 11, certains cheminots liés au transport voyageurs, notamment carolos, ont maintenu la grève en solidarité avec leurs collègues du fret.

Il n'y a pas qu'une seule revendication, mais une multitude de problèmes sur différents fronts. Il y a tout d'abord



Face au mur du gouvernement, les cheminots montent le mur des revendications

Soutien aux grévistes des TEC!

Le lundi 11 octobre, les médias ont beaucoup parlé des fameux bouchons engendrés par la grève des TEC. Comme d'habitude, on a plus parlé des désagréments qu'ont connus les « usagers » plutôt que du problème de fond, à savoir les causes du mouvement et ses revendications.

la réorganisation du fret : des discussions sont en cours depuis deux ans pour définir les limites de la nouvelle filiale, et le statut du personnel bien sûr, qui devrait pour des centaines de personnes, passer sous le régime du privé. Le service informatique et télécoms (ICTRA) est en train de subir la même destinée : la filiale commence à prendre des postes de direction dans l'entité publique et très peu d'information sur la réorganisation filtre. Outre ces points, il y a encore un désaccord sur la surtaxe de 7 EUR aux guichets internationaux, la surtaxe de 2,05 EUR pour tous les voyageurs sur la ligne de l'aéroport de Zaventem suite au partenariat public-privé du chantier « diabolo », un manque de personnel à tous les niveaux, etc. Tout ceci n'est que la pointe visible de la libéralisation et de la mutation du service public qui se cherche une compétitivité pour affronter les (futurs) concurrents privés. Fondamentalement, les cheminots se battent contre la privatisation, pour maintenir un chemin de fer public!

Nous félicitons particulièrement les diverses initiatives, lors de la semaine de mobilisation, pour informer les voyageurs des raisons de la grève. C'est important pour gagner la solidarité des travailleurs des autres secteurs et, globalement, cela a été très bien reçu.

Nous applaudissons aussi la participation de cheminots français de la CGT Nord Pas de Calais, venus soutenir le piquet de grève à Tournai le 18 octobre. Dans son communiqué de presse pour l'occasion, la CGSP du Hainaut Occidental disait : « Le combat est, d'ailleurs, le même ; nous sommes confrontés aux mêmes

Pourtant, ces dernières concernent tout un chacun et pas seulement le personnel. En effet, les grévistes du TEC luttent contre un plan d'économie proposé par la société wallonne des transports et qui viserait à supprimer des lignes peu fréquentées et des bus à certaines heures creuses, transférer à des ASBL un service aux personnes

handicapées, augmenter les tarifs de 6% et diminuer le personnel (via le non-renouvellement des CDD et le non-remplacement des personnes partant à la retraite).

La grève fut un véritable succès puisqu'elle fut suivie à... 98%! Sur 2400 véhicules, seuls une cinquantaine ont roulé ce lundi.



problèmes et, ensemble, nous nous battrons pour maintenir un Service Public digne de ce nom pour le bien-être des travailleurs comme pour le bien du public. » Les Français en étaient à leur 7ème jour de grève reconductible dans le cadre de leur lutte nationale contre la réforme des retraites. Ils mènent un combat dur, long, déterminé, et ils ont encore trouvé les forces pour apporter leur soutien au-delà de la frontière. La CGT concluait son communiqué par ceci : « Nous vous invitons donc à couvrir cet événement qui attestera que, de plus en plus, les salariés européens se concertent pour mener des actions convergentes et se soutiennent dans leurs luttes respectives. » La CGSP Cheminots de Bruxelles emboîtaient le pas quelques jours plus tard et déclarait : « Nous ferons notre possible pour vous soutenir et nous espérons nous retrouver ensemble dans la lutte. Le blocage des trains internationaux de et vers la France lors de notre grève du 18 octobre en est un bon exemple. »

Suite à la grève du 18, une nouvelle mouture d'accord social pour B-Cargo est tombée, mais a déjà été rejetée par la grande majorité de la base.

A suivre...



Avec la crise économique, la persécution et la mort d'immigrants reviennent au premier plan

Les économies impérialistes ont eu besoin d'une main d'œuvre bon marché et abondante dans l'essor de la croissance économique. Ceci, en relation avec la surexploitation des pays dits « du Tiers Monde », a poussé, et continue à pousser, des millions de travailleurs à quitter leur pays d'origine, en mettant en risque jusqu'à leur propre vie.

Ces derniers mois, nous avons vu comment la crise économique, dont on avait déjà décrété la fin, est de retour pour freiner la croissance économique naissante, et menace avec une nouvelle récession dans les prochains mois. Les immigrants, avec les femmes travailleuses et la jeunesse, sont les premiers à subir les conséquences de la crise économique.

Voici un article publié comme le Supplément de septembre 2010 à Courrier International, la revue de la Ligue International des Travailleurs - Quatrième Internationale

Les expulsions de France, de Roms d'Europe de l'Est

Il est vrai qu'en France, il y avait déjà eu des expulsions d'immigrants avant ces derniers mois. De fait, le gouvernement français connaît qu'avec les dernières expulsions, le nombre d'immigrants d'ethnie Rom expulsés arrivait déjà au millier, rien qu'en 2010. Toutefois ceci ne représente qu'une petite partie des expulsions que le gouvernement Nicolas Sarkozy a réalisées ; en 2009, le total d'immigrants expulsés de la France s'élève à 30 000. Jusqu'à présent les expulsions de Roms sont supposées être des « retours volontaires », et puisqu'il s'agit de citoyens de

l'Union Européenne, ces immigrants peuvent retourner en France et le gouvernement français veut empêcher leur retour. Sarkozy utilise l'argument des différences culturelles, du mode de vie de la population romani, pour revendiquer la nécessité d'expulser ceux qui n'ont pas de moyens continus de subsistance, de travail. Toutefois, cette population se trouve avec un problème supplémentaire pour obtenir du travail et s'établir, le fait que le gouvernement français maintienne la prorogation jusqu'à 2012, de l'exception pour les citoyens la Bulgarie et de la Roumanie, pays incorporés à l'Union européenne en 2007, d'avoir droit à libre circulation comme tous les autres membres de l'UE. Les Bulgares et les Roumains doivent obtenir un contrat de travail dans moins de 3 mois pour pouvoir rester en France. Le gouvernement français prétend en outre d'élargir encore plus cette restriction et la



prolonger jusqu'en 2014. Rappelons que la Roumanie est un des pays les plus pauvres de l'Europe, où le Fonds Monétaire International et l'Union européenne ont exigé une réduction de 25 % des salaires des travailleurs de l'Etat, ainsi que des licenciements massifs.

Aux expulsions massives de Sarkozy, tout comme celles qu'a réalisé Berlusconi l'année passée, s'ajoute la proposition urgente de réforme de la loi d'immigration, que le Président français a exposée dans le discours aux policiers le 30 juillet dernier à Grenoble, pour faciliter l'expulsion d'immigrants. Il veut inclure, comme causes d'expulsion, la mendicité « agressive » et le manque de moyens de subsistance, ainsi que la menace à l'ordre public. Il veut appliquer ces mesures aussi à des citoyens de l'Union européenne. Et il a proposé de retirer la nationalité française aux immigrants qui l'auraient obtenu, au cas où ceux-ci attenteraient contre la vie de fonctionnaires publics, en particulier les policiers et les gendarmes. L'objectif de fond de l'attaque ne vise pas seulement les Roms, mais principalement l'ensemble des immigrants et leurs descendants qui ont déjà acquis la nationalité française, qui sont les secteurs les plus frappés par la crise économique.

L'Union européenne a sauté le pas avec la directive de la honte

Le Parlement européen a exigé de la France qu'elle arrête les expulsions massives, puisqu'elles seraient contraires aux lois de l'UE (Union européenne) qui permettent le libre transit de ses citoyens. C'est une hypocrisie de plus de l'UE puisque son président, le Portugais José Manuel Durão Barroso, a déjà défini que la liberté de circulation n'est pas absolue dans l'UE et que dire le contraire créera beaucoup de Le Pen (dirigeant de l'extrême droite française). C'est-à-dire, pour que l'extrême droite n'avance pas, il



COURRIER INTERNATIONAL

faudrait faire ce qui ferait l'extrême droite.

Sarkozy suit la ligne de Berlusconi et c'est une conséguence du durcissement des lois contre les immigrants qui ont leur origine dans l'Union européenne elle-même. Car, même si ces messieurs du Parlement européen se sont scandalisés avec l'expulsion des Roms, (ou plutôt, un peu plus que la moitié d'entre eux, car le reste a voté contre la dénonciation de la France). ce qui est certain, c'est que la dénommée directive de la honte a été approuvé en juillet 2008 par ce même Parlement. Rappelons que cette directive permet la détention, dans des centres d'internement, d'immigrants « illégaux » jusqu'à un maximum de 18 mois et exige de tous les pays de l'UE l'adéquation de ses législations à cette directive dans un délai de deux ans. ainsi que l'expulsion de tous les immigrants irréguliers dans un délai de 5 ans. Ce que montre le cas de la France, c'est que les attaques contre les immigrants dans l'Union européenne ne se limitent déjà plus aux dénommés extra-communautaires, mais qu'elles commencent à affecter l'ensemble des travailleurs immigrants, d'où qu'ils viennent.

Islamophobie

Une des plus vieilles démocraties européennes, la Suisse « neutre », a voté dans un referendum en novembre 2009 contre la construction de nouveaux minarets (des tours à partir desquelles les musulmans sont appelés à prier). L'extrême droite a convaincu les Suisses - avec l'exclusion de 22 % de la population qui n'a pas le droit de vote, étant immigrants - de voter contre les droits religieux des immigrants, principalement contre les Kosovars et les Turcs qui adhèrent à l'Islam. Cette religion est celle de 4,5 % de la population suisse.

L'attaque contre les droits de la population musulmane s'étend à plusieurs pays européens, où apparaissent différentes lois qui - avec l'argument de « protéger » les droits de la femme, où pour des « questions de sécurité » interdisent le nihab et la burka, des vêtements qu'utilisent quelques femmes musulmanes, et vont jusqu'à interdire le voile (qui couvre seulement les cheveux) dans les écoles.

Aux Etats-Unis, un pasteur évangélique a menacé de brûler en public des exemplaires du Coran (le livre sacré des musulmans) à l'anniversaire de l'attentat du 11 septembre contre les Tours Jumelles de New York (d'autres l'ont finalement fait).

En Allemagne, Thilo Sarrazin, un membre du Conseil Exécutif de la Bundesbank a publié un livre dans lequel il exposait que la société allemande était en train de devenir moins intelligente à cause de l'augmentation d'enfants d'immigrants musulmans. Il a finalement démissionné de son poste, bien que son livre raciste soit un succès de vente. En outre, quelques jours plus tard, la chancelière allemande Angela Merkel a récompensé, comme défenseur de la liberté d'expression, le caricaturiste danois qui a dessiné en 2005 Mahomet avec une bombe dans son turban et qui a provoqué l'indignation des musulmans.

« Le modèle d'une Allemagne multiculturelle, où cohabiteraient harmonieusement diverses cultures, a totalement échoué. » Angela Merkel 16.10.2010

Geert Wilders, chef de l'extrême droite au Parlement des Pays-Bas, considère que l'Islam est réactionnaire et violent, et il veut empêcher l'entrée d'immigrants musulmans et interdire le voile et les mosquées dans le pays. Le 11 septembre dernier, il a été la star des mobilisations contre l'Islam du Tea Party des Etats-Unis à New York.

Voilà quelques exemples de l'extension de l'islamophobie, c'est-à-dire la diabolisation de la religion musulmane et de ses partisans de manière non-discriminée. L'islamophobie s'est étendue à partir de l'invasion impérialiste, commandée par les Etats-Unis, en Afghanistan en 2001 et en Iraq en 2003. Depuis lors, elle a été utilisée pour justifier l'agression impérialiste et pour attaquer un secteur des travailleurs immigrants. C'est pourquoi, l'islamophobie est en réalité une expression de plus de xénophobie ou de haine de l'étranger, qui n'est plus seulement une exigence de secteurs de l'extrême droite mais est entrée dans

les Parlements et les institutions « démocratiques » avec de plus en plus de pertinence. C'est pourquoi elle fait partie de l'offensive contre les immigrants, et avec le même objectif de chercher des boucs émissaires et de diviser les travailleurs pour parvenir à augmenter l'exploitation, requise pour sortir de la crise économique.

Le massacre d'immigrants au Mexique a son origine aux Etats-Unis

Il est correct, bien sûr, de dénoncer le gouvernement mexicain pour ne pas empêcher les massacres comme celui du 23 août à Tamaulipas. Mais la dénonciation ne peut pas en rester là. Il faut voir pourquoi ce massacre a eu lieu, pourquoi les immigrants arrivent à être kidnappés ou être rançonnés par des organisations criminelles ou par la police mexicaine elle-même, beaucoup de femmes immigrantes étant en outre violées par leurs ravisseurs. On a calculé qu'au moins 10 000 immigrants sont capturés par ces bandes chaque année au Mexique. D'abord, la cause est que la loi sur l'immigration au Mexique est une des plus dures du monde, où elle est déjà codifiée comme délit. De l'autre côté, la frontière des Etats-Unis est militarisée, et en Arizona, en plus de vouloir appliquer une loi qui criminalise aussi l'immigrant, ils comptent avec des shérifs comme Joe Arpaio, qui se consacrent littéralement à la chasse à l'immigrant et au harcèlement de la population

Le principal pays impérialiste du monde veut contrôler le flux d'immigrants à sa convenance. Maintenant, avec la crise économique, la bourgeoisie américaine a besoin d'expulser une partie des immigrants du pays, fermer les frontières, et surtout laisser ceux qui sont le plus menacés, pour qu'ils soient contraints d'accepter les pires salaires et des conditions de travail exténuantes. De fait, les travailleurs immigrants « illégaux » sont la main d'œuvre bon marché dans le pays, principalement dans l'agriculture, et avec la crise, ils ont encore vu baisser leurs salaires qui en soi étaient déjà bien bas. Dans sa campagne électorale, Obama a promis une nouvelle loi sur l'immigration dans laquelle il y aurait une voie pour qu'une partie des 12 millions de « sans-papiers » puissent



légaliser leur situation. La crise est passé par-là, avec ses 10 % de chômage et des lois comme celle d'Arizona qui ont l'appui de 60 % des Américains, et la nouvelle loi (qui en réalité ne serait pas plus qu'un emplâtre et qui chercherait objectivement un plus grand contrôle des immigrants) n'est pas passée. Obama a dû freiner la loi d'Arizona, pour le moment, parce qu'elle met en danger la possibilité de continuer à exploiter les immigrants et pénalise les patrons qui les emploient, mais il envoie 1200 agents supplémentaires de la garde Nationale à la frontière pour satisfaire les secteurs réactionnaires. Cette militarisation de la frontière a été entamée avec Bush, et Obama approuve et approfondit la mesure. Et entre-temps, la Floride et 19 autres Etats annoncent des lois comme celle de l'Arizona contre les travailleurs immigrants.

Criminaliser l'immigration pour diviser les travailleurs

L'attaque contre les immigrants sert à la bourgeoisie pour diviser les travailleurs et les opposer les uns aux autres. Les immigrants deviennent les boucs émissaires des problèmes économiques du pays. Avec la crise économique mondiale, l'attaque aux immigrants s'est aggravée. S'il y a du chômage, que les immigrants s'en aillent, si la santé et l'éducation se détériorent, c'est la faute des immigrants, voilà le discours de l'extrême droite, mais qui a été repris d'une manière ou d'une autre par tous les gouvernements bourgeois. Berlusconi l'a fait directement en liant la délinquance à l'immigration (« Une réduction des extra-communautaires en Italie signifie moins de forces pour remplir les rangs des criminels. » - ABC, 27 janvier 2009), et en criminalisant comme délit le fait d'être sans papiers. Des gouvernements comme celui de Zapatero le font, de manière scandaleuse, quand ils parlent de l'importance des immigrants pour l'économie espagnole mais qu'ils mettent des quotes-parts aux enfants des immigrants pour les écoles, limitent l'utilisation des services de santé pour les immigrants non régularisés, imposent des lois qui permettent d'emprisonner jusqu'à 60 jours les immigrants avant leur expulsion, pour le seul fait de ne pas avoir de « papiers », ou imposent, avec l'approbation et y

compris l'exigence de la bureaucratie syndicale, des moratoires à la régularisation des immigrants bulgares et roumains qui font déjà partie de l'Union européenne.

La nouvelle escalade contre les immigrants est encore une fois en relation directe avec la crise économique, ainsi qu'avec un fait nouveau : que l'on commence à observer la réponse des travailleurs à l'attaque qu'ils subissent des gouvernements et des patrons. Ce n'est pas que la bourgeoisie ne soit pas intéressée par un plus grand nombre de sans-emploi, l'armée industrielle de réserve dont parlait Marx, mais sa croissance excessive peut donner lieu à des manifestations sociales. En France, Sarkozy a donc pris la question des Roms comme cheval de bataille pour essayer de gagner l'appui d'un secteur de la population favorable aux mesures xénophobes, de façon à diviser les travailleurs qui répondent avec des mobilisations et des grèves aux coupes du gouvernement. Ces dernières expulsions ont lieu au moment où la grève générale était convoquée en France.

Il faut une réponse unifiée de la classe ouvrière contre la crise et contre le racisme

Toutefois, la bonne nouvelle est que les discours et les interventions du président français, contre les immigrants et en particulier contre les immigrants Roms roumains et bulgares, n'ont pas été suffisants pour empêcher les mobilisations d'environ de 100 000 français (77 000 selon la police) le 4 septembre dernier, contre les expulsions, et que trois jours plus tard, la grève générale annoncée ait lieu. Cette grève contre l'élévation de l'âge de la retraite de 60 à 62 ans a été plus suivie que la précédente du 24 juin, et les syndicats ont déjà annoncé sa continuation pour le 23 septembre. Nous pouvons aussi mentionner les protestations qu'il y a eues contre les expulsions en France, devant ses ambassades dans plusieurs pays européens (le Portugal, l'Espagne, la Belgique, l'Italie, la Serbie et le Royaume-Uni). En Italie, après les confrontations racistes à Rosarno contre les travailleurs immigrants africains, confrontations encouragées par des secteurs mafieux, il y a eu des mobilisations en défense des immigrants.

Il faut signaler aussi les mobilisations des latinos, tant en Arizona comme dans d'autres régions des Etats-Unis, contre la fameuse loi contre les immigrants. Les protestations contre cette loi, ou celles qui se préparent dans d'autres Etats, sont en train de créer une indignation en Amérique latine. Les protestations formelles des gouvernements d'Amérique centrale et du gouvernement mexicain contre cette loi ne sont autre chose qu'un soutien à Obama pour qu'il promeuve sa propre loi d'immigration, alors qu'ils acceptent la « collaboration » des Etats-Unis pour contrôler le passage d'immigrants. Il faut une réponse du monde syndical, de la classe ouvrière latino-américaine, contre la discrimination que subissent leurs frères dans le centre de l'impérialisme.

Le 29 septembre prochain, il y aura la Grève Générale en Espagne, où le chômage a dépassé le 20 % de la population active et dans lequel les travailleurs immigrants - avec les jeunes, qui ont un taux de chômage de 40 %, et les femmes - ont été le plus frappés par la crise économique. La réforme du travail, imposée par Zapatero et contre laquelle se fait la grève, prétend précariser encore plus les conditions de travail. Les mesures vont frapper directement les mêmes secteurs mais affecteront l'ensemble des travailleurs si on ne parvient pas à les annuler. Pour cela, la plus grande unité et la continuité dans la lutte dans toute la classe ouvrière sont nécessaires.

Native ou étrangère, une même classe ouvrière! Ce mot d'ordre est maintenant plus que jamais nécessaire contre les attaques en direction des travailleurs et des secteurs populaires que tous les gouvernements du monde mettent en oeuvre, et spécialement ceux des pays impérialistes les plus touchés par la crise. Que les capitalistes payent la crise!



AMÉRIQUE LATINE

Equateur, le 30 septembre

Une révolte de la police, pas un coup d'Etat

Le 30 septembre en Equateur, plusieurs centaines de policiers ont occupé les casernes les plus importantes de Quito, en protestation contre la nouvelle Loi organique du service public (LOSEP) qui leur supprime des droits à des primes et récompenses. Face à ces protestations, le président Correa a affirmé qu'il était la cible d'un putsch.

Voici des extraits d'une Déclaration de la LIT-QI à ce propos (texte intégral disponible sur notre site).

Les travailleurs en Amérique latine ont encore en mémoire la méthode des coups d'Etat que l'impérialisme a utilisé au cours des décennies passées pour garantir ses intérêts dans la région. Contre un tel putsch, nous serions les premiers à appeler à la mobilisation démocratique dans les rues. Cependant, nous ne pensons pas que ce soit le cas avec ce qui s'est passé en Equateur le 30 septembre. Ni le commandement militaire ni le sommet de la police n'ont soutenu la mobilisation des émeutiers et aucune direction n'exigeait la destitution du président. Les policiers ont demandé l'abrogation de la Loi organique du service publique, mais pas la révocation du président par la force.

Cette protestation de la police a lieu dans le cadre d'un ras-le-bol plus général, face aux politiques et aux lois adoptées par le gouvernement de Correa dans différents secteurs. L'identification avec une tentative de coup d'Etat sert donc pleinement les besoins du gouvernement Correa, qui sont d'intensifier les attaques contre les travailleurs.

La CONAIE, la principale organisation indigène en Equateur, et d'autres groupes politiques de gauche, comme le MPD, avaient dénoncé la manœuvre du gouvernement de Correa. Toutefois, et en dépit de plusieurs indices dans le sens de l'absence d'un putsch, la grande majorité de la gauche à l'échelle internationale a soutenu Correa contre la tentative présumée

de putsch. Lorsque Chavez et Evo Morales accusent les Etats-Unis pour le coup d'Etat présumé, ils cachent en réalité la soumission de Correa et de son gouvernement aux intérêts de l'impérialisme.

Le gouvernement de Correa est aujourd'hui la menace la plus grande pour les libertés démocratiques des travailleurs, en raison de la répression menée contre les travailleurs ainsi que des mesures autoritaires adoptées ; celles de gouverner par décret et par veto quand il n'obtient pas ce qu'il veut de l'Assemblée. Les mesures autoritaires du gouvernement sont une nécessité de sa politique d'asservissement à l'impérialisme et d'attaque contre les travailleurs.

Les élections au Venezuela

Une avancée de la droite, dont le chavisme est responsable

Le 26 septembre, il y a eu des élections parlementaires au Venezuela. La coalition PSUV-PCV, soutenu par Chavez, a obtenu 98 sièges contre 65 pour l'opposition, le soi-disant « Bureau d'unité démocratique » (MUD). Mais cette différence de 33 sièges ne représente que 1 % de différence en voix. Voici des extraits d'une analyse publiée dans « Lucha Socialista » (octobre 2010), le journal de la UST, la section de la LIT dans ce pays.

Les résultats montrent clairement une usure du gouvernement et une avancée notable de la droite. Par rapport aux élections présidentielles de 2006, le chavisme a perdu près de 2 millions de voix, le pourcentage de 62,84 % des voix s'étant réduit à 50,4 %.

Cet espace gagné par la droite s'explique essentiellement par la politique et le programme du chavisme, ces dernières années. Les salaires ont augmenté moins que l'inflation. Le chômage rejette des millions de vénézuéliens dans l'économie informelle. Les fermetures d'entreprises, les « plans d'austérité » et la perte de milliers d'emplois annoncés ne vont faire qu'aggraver cette situation.

D'autre part, les élections font apparaître un rejet contre la corruption galopante dans la gestion du gouvernement. Et l'usure s'explique aussi par les attaques du gouvernement contre les libertés démocratiques.

Bien sûr, nous ne considérons nullement que la situation aurait été meilleure si le Bureau d'unité démocratique avait été au pouvoir. Les partis composant le « Bureau » ont démontré dans le passé qu'étant au gouvernement, ils ne tarderaient pas à démanteler les acquis des travailleurs. D'autre part, des milliers de travailleurs qui se considèrent chavistes luttent tous les jours dans les syndicats et les communautés pour obtenir des améliorations pour la majorité des vénézuéliens.

La responsabilité de l'usure incombe à la direction du PSUV et à la bureaucratie du gouvernement, qui soutiennent une politique clairement bourgeoise. Au lieu d'une issue socialiste, dans les faits ils déchargent la crise économique sur le dos des travailleurs et du peuple vénézuélien, et contrairement à ce qu'ils disent, ils construisent un pays de plus en plus dépendant de la rente pétrolière, et donc de l'impérialisme.

Ce parlement ne va d'aucune façon résoudre les problèmes de la classe ouvrière vénézuélienne. Nous luttons pour la réduction de la journée de travail, l'échelle mobile des salaires, la réforme de la Loi organique du travail. Et une majorité écrasante depuis 2005 n'a approuvé aucune de ces revendications, pourtant promises par le chavisme.

Le soutien inconditionnel à la direction de Chavez et au PSUV, préconisé par une ample gauche, n'est pas la solution pour combattre l'avancée de la droite, comme viennent de le montrer ces élections.

La tâche la plus importante est de construire une alternative de classe, socialiste, indépendante et démocratique.



Elections au Brésil

Deux candidats de la bourgeoisie

Le 3 octobre dernier, des élections présidentielles ont eu lieu au Brésil. Après huit ans de présidence, Lula ne pouvait pas se présenter pour un troisième mandat et il a dès lors fait campagne pour Dilma Rousseff, ancienne ministre de l'énergie très peu connue jusqu'alors. Elle devait se mesurer au candidat de la droite, José Serra, gouverneur de l'Etat de São Paulo. Comme lors de l'élection de Lula en 2002 et 2006, l'opposition de droite a été battue. Le parti de Lula a augmenté le nombre de ses députés à la Chambre et a gagné, pour la première fois, la majorité au Sénat. Mais une troisième candidate à la présidence, Marina Silva, ancienne ministre de l'environnement du gouvernement Lula passée au Parti Vert, a refroidi l'enthousiasme et avec prés de 20 % des voix au premier tour, elle a empêché la candidate de Lula d'obtenir la majorité absolue. Dilma a donc disputé et gagné le second tour, le 31 octobre dernier, contre le candidat José Serra. Contrairement à beaucoup d'organisations de gauche, le Parti Socialiste des Travailleurs Unifiés – PSTU, section brésilienne de la LIT-QI – a fait campagne pour le vote nul au second tour et a justifié ce choix dans un article dans sa presse et sur son site. En voici quelques extraits.

Le gouvernement, le PT, le PCdoB et la CUT vont faire une grande campagne pour Dilma, avec l'argument qu'il faut empêcher le retour de la droite. Nous aussi, nous sommes contre le retour

du PSDB-DEM au gouvernement.1 Nous ne voulons pas que l'opposition de droite revienne. Les travailleurs se rappellent le gouvernement de FHC,2 à cause des privatisations et des attaques contre les travailleurs.

Nous devons lutter contre la droite, mais cela ne signifie pas voter pour Dilma. Souvent, les termes «gauche» et «droite» sont assez vagues, au point qu'aujourd'hui, on place sur la gauche la social-démocratie européenne, qui gère le capitalisme en Europe depuis des décennies, ou encore le PSB au Brésil, qui a comme candidat au gouvernement de São Paulo le président de la FIESP (Fédération des industries de l'Etat de São Paulo)

Les marxistes situent les positions politiques par la classe qu'elles représentent, et alors la confusion disparaît. Pour nous, ce sont les défenseurs de la grande bourgeoisie et de l'impérialisme qui sont les représentants de la « droite », Et qu'en est-il de la grande bourgeoisie et de l'impérialisme dans ces élections ?

Les banquiers financent les deux campagnes et ils donnent plus d'argent pour Dilma que pour Serra. Ils ont toutes les raisons de lui faire confiance. Au cours des deux gouvernements de Fernando Henrique Cardoso, les

banques ont gagné 35 milliards de reais, une quantité énorme. Toutefois, lors des deux gouvernements de Lula, les profits bancaires ont augmenté encore plus, à 170 milliards de reais.

Dilma, « une femme à la Présidence »... qui condamne l'avortement

Un argument de la campagne pour Dilma était que, pour la première fois, une femme allait occuper la présidence au Brésil. Et alors...? La candidature de Marina Silva, qui se prononçait ouvertement contre la légalisation de l'avortement, a été favorisée par une campagne de secteurs de l'église disant que Dilma serait favorable à cette légalisation. La candidate de Lula a alors réagi, en se déclarant, elle aussi, contre la légalisation de l'avortement. Voici un commentaire de la candidate du PSTU au sénat de São Paulo, Ana Luiza, qui a obtenu 109 000 voix avec une campagne contre la violence sur les femmes.

Depuis quelques années déjà, le PT abandonne, dans la pratique, son programme historique concernant l'émancipation de la femme. En 2008, il a participé au Front parlementaire «En défense de la vie et contre l'avortement». En 2009, le gouvernement de Lula a signé un accord avec le Vatican dans le sens de mettre tout en oeuvre pour éviter la légalisation de l'avortement. Actuellement, afin de récupérer au second tour les voix de la candidate du Parti Vert, Marina Silva, qui s'oppose à la légalisation de l'avortement, le PT se propose ouvertement de retirer ce point de son programme. Selon le secrétaire de communication de ce parti, «la défense de la légalisation de l'avortement a été une erreur, on s'est laissé influencer par quelques féministes». Et Dilma vient de se prononcer contre un plébiscite à ce propos : «Un plébiscite divise le pays, et tout le monde y perd ».

> Ce n'est pas par hasard que, lors d'un dîner de soutien à Dilma, le banquier Safra, l'une des plus grosses fortunes du pays, était présent.

> Les grandes entreprises, dans leur ensemble, ont quadruplé les bénéfices sous le gouvernement de Lula. C'est

la raison pour laquelle, jusqu'au début de septembre, les entreprises ont contribué à hauteur de 39,5 millions de reais pour la campagne et Dilma 26 millions de reais pour Serra.

Bien sûr, la plupart des grandes entreprises de télécommunication soutiennent Serra, ce qui donne la possibilité au gouvernement de se présenter comme victime de la bourgeoisie. Mais Lula et Dilma ont de leur côté les puissants appareils de l'entreprise minière Vale del Rio Doce, Eike Batista, et une grande quantité d'entrepreneurs.

Le soutien des gouvernements impérialistes est aussi référence importante pour identifier les représentants de la grande bourgeoisie dans ces élections. Il est évident qu'ils se sentent tous à l'aise avec ces élections, car ils savent que leurs intérêts seront garantis, que ce soit avec le PT ou avec le PSDB. Et Lula jouit d'une sympathie indiscutable de la part de ces gouvernements. Le fait est qu'il y a deux représentants de la bourgeoisie et de la droite dans ce second tour.

¹ PT : Parti des travailleurs, de Lula ; PCdoB : Parti communiste du Brésil, une scission pro-péquin de 1962 du Parti communiste historique ; CUT

: Centrale Unique des Travailleurs ; PSB : Parti socialiste brésilien ; PSDB : Parti social-démocrate brésilien ; DEM, Démocrates, le parti libéral. 2 Fernando Henrique Cardoso a été président pendant huit ans, avant la victoire de Lula en 2002.



Haïti

NON à la Minustah

Le Conseil de Sécurité vient de renouveler le mandat de la MINUSTAH jusqu'au 15 octobre 2011, « avec la perspective de renouvellements ultérieurs ».

La Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) a été créée le 29 février 2004 par le Conseil de Sécurité de l'ONU au moment où les Etats-Unis ont provoqué le renversement et l'envoi en exil d'Aristide et promu l'occupation du pays par des Casques bleus. Le mandat initial était pour trois mois, mais il a été successivement renouvelé. La dernière prorogation, pour un an, avait été décidée le 13 octobre 2009, à l'unanimité des 15 membres, « étant donné que la situation en Haïti continue de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région ».

Entre-temps, le séisme du 12 janvier 2010 a dévasté le pays. A peine quelques jours plus tard, le Conseil de sécurité a jugé nécessaire d'augmenter l'occupation militaire, élevant les effectifs à 8 940 militaires et 3 711 policiers. Et le 4 juin, le Conseil a décidé d'y ajouter encore 680 policiers.

Une grande partie de la population dans la capitale continue à survivre dans les conditions précaires des camps de fortune. Il y a toujours 1,5 millions de sans-abri et à peine 4 % des décombres ont été retirés. Et voilà que, le 14 octobre 2010, le Conseil de sécurité vient de prolonger le mandat d'occupation encore une fois pour un an. L'intention n'est nullement la reconstruction du pays dévasté. La Résolution spécifie explicitement qu'il s'agit de « continuer le soutien au processus politique en cours au pays et prêter main forte au gouvernement haïtien et au Conseil électoral provisoire dans la préparation des élections ».

Les travailleurs haïtiens n'en veulent plus de cette occupation. Récemment encore, un jeune Haïtien, Gérald Jean Gilles, a trouvé la mort dans une base de la Minustah, apparemment assassiné, ce qui a soulevé la colère des habitants. Dans ces circonstances, les mobilisations se sont multipliées pour empêcher la prorogation du mandat. Le 1 octobre dernier, une manifestation organisée par Batay Ouvriye ensemble avec d'autres organisations a eu lieu face à l'ambassade brésilienne de ce pays en criant : « A bas la Minustah, à bas l'occupation ! A bas tous les laquais qui soutiennent l'occupation !». Le même jour, une mobilisation de



Dehors les troupes brésiliennes d'Haïti

Au Brésil aussi, des manifestations contre l'occupation ont eu lieu, entre autres de Conlutas. Le gouvernement de Lula est au commandement des troupes d'occupation en Haïti.

soutien à cette revendication a eu lieu à New York, face à l'ambassade du Brésil dans cette ville.

Port-au-Prince, le 1 juin 2010, sixième anniversaire de l'occupation



« A bas l'occupation ! A bas le plan de reconstruction ! Vive l'Etat socialiste ! »

